



Revue

HISTOIRE(S) de l'Amérique latine

Vol. 11 (2015)

*Propriété collective et propriété privée des terres au Nord de
l'Argentine et au Sud de la Bolivie (XIXe et XXe siècles)*

Ana A. TERUEL

www.hisal.org | septembre 2015

URI: <http://www.hisal.org/revue/article/teruel2015>

Propriété collective et propriété privée des terres au Nord de l'Argentine et au Sud de la Bolivie (XIXe et XXe siècles)

Ana A. Teruel*

1. La privatisation de la terre indienne

L'étude des structures agraires régionales du Nord-ouest argentin et du Sud de la Bolivie au XIXe siècle, ainsi que des politiques relatives à la terre — tout comme de leurs résultats —, nous a révélé de sensibles différences. Le but de cet article (qui condense nos recherches passées) est de les présenter et de mettre l'accent sur la propriété communale indienne.

Au-delà des circonstances particulières, il existe un dénominateur commun aux territoires étudiés ici, qui traverse l'histoire latino-américaine du XIXe siècle, voire l'histoire de la modernité : la mise en place des réformes libérales résultant du concept moderne de propriété, définie comme unique, indivisible, libre et marchande (c'est-à-dire, pouvant circuler). Or, l'esprit du libéralisme et les réformes qu'il a inspirées n'expliquent pas tout. Les États en question ont très souvent opté, au nom de ces principes théoriques, pour la défense d'*un certain type* de droits de propriété, correspondant à certains intérêts spécifiques.

Il nous semble utile de citer ici la thèse de Rosa Congost (2006: 29), pour qui la législation de ladite révolution libérale, loin de répondre à des postulats théoriques, a davantage conduit à la consécration ou au triomphe de certains de ces droits de propriété

* CONICET. Universidad Nacional de Jujuy, Argentina - ateruel « at » arnet.com.ar

Je voudrais remercier Gérard Béaur et Pablo F. Luna pour leur gentille invitation à exposer le sujet de ce texte-ci dans le séminaire *Histoire économique et sociale des campagnes* (EHESS, 2013). Ma gratitude va également à Jean Paul Desaiave qui a fait une minutieuse lecture de ce texte..

— discutés et discutables, en tout cas —, qui sont ainsi devenus des droits de propriété « véritables ».

Nous pensons par ailleurs que certains changements dans les propriétés communales, que la tradition historiographique a attribué à la période républicaine, sont plus précoces, et qu'ils remontent au XVII^e et au XVIII^e siècle. Nous avons la conviction qu'il faut étudier et comprendre ce qui est arrivé à la propriété des communautés indiennes au XIX^e siècle, à la lumière de l'histoire préalable.

2. La région

Assurément, les études régionales ont l'avantage d'échapper aux limites imposées par les analyses plus globalisantes portant sur les états-nations et permettent d'apercevoir les particularités et les nuances que le regard national a tendance à sous-estimer¹. En effet, la perspective régionale nous permet de nuancer l'image stéréotypée de l'Argentine de la « *Pampa* » et du littoral Atlantique, mais qui ne correspond pas aux caractéristiques du Nord du pays. Citons ici Jean Piel, qui a bien étudié et perçu la diversité argentine :

« À la différence du reste de l'Argentine dont la population a été fortement brassée depuis la fin de XVIII^e siècle par des immigrations européennes et par des exterminations généralement censurées par l'histoire officielle [...] nous trouvons dans le « *Norte* », en 1890, des types humains, des comportements et des genres de vie (ceux des indiens de la Puna, des petits intermédiaires villageois et métis, des élites urbaines créoles et traditionalistes), qui apparentent bien plus les provinces de Salta et Jujuy à leurs sœurs de Sucre, de Cochabamba, de Cuzco et d'Ayacucho, qu'à la mégapolitaine et cosmopolitaine Buenos Aires » (Piel, 1989 : 301).

Le Nord de l'Argentine et le Sud de la Bolivie ont des liaisons historiques, familiales, sociales, économiques, et aussi partagent-ils un espace géographique situé entre la cordillère des Andes et le Chaco. Selon son altitude, cet espace présente une grande diversité géographique : depuis les vastes secteurs froids et secs du Haut-plateau (Puna), jusqu'aux parages de températures tropicales et de pluies intenses (Yungas). Mais il n'y a pas seulement les différences écologiques qui définissent ces régions. Il y a aussi des raisons historiques et culturelles.

Pour le dire en peu de mots, les régions les plus hautes sont celles qui avaient été assujetties à l'empire incaïque et plus tard conquises par les Espagnols. Dans les terres les plus basses, le contrôle de l'empire incaïque a été incomplet et, plus tard,

¹ Notre région, qui dépendait de la vice-royauté du Pérou, au moment où fut créée la vice-royauté du Rio de la Plata, en 1776, a alors été rattachée à cette nouvelle juridiction en étant répartie entre l'Intendance de Salta du Tucumán (Nord argentin) et celle de Potosí (Sud de la Bolivie).

l'implantation espagnole y a été plutôt tardive (c'était le domaine des « Indiens sauvages »).

Nous allons examiner les Hautes terres, celles qui sont placées sur les deux bords de la frontière entre les deux États actuels : la Puna, en Argentine (province de Jujuy) et le Sud Chichas, province appartenant au département de Potosí, en Bolivie. C'était là où la couronne espagnole avait reconnu, au XVI^e siècle, des propriétés aux communautés indiennes.



Sud de la Bolivie et Nord de l'Argentine. Carte Actuelle

3. Les droits indiens durant la période coloniale espagnole

Depuis la Conquête la colonisation progressive des territoires indiens s'est appuyée sur la politique des *reducciones* (concentration des indiens dans un village créé à cet effet) et des concessions des terres (*mercedes*) accordées aux Espagnols (Assadourian, 2006 [2005]).

Les historiens qui ont étudié la région de Chichas, au sud de la Bolivie actuelle (Albeck y Palomeque, 2009 ; Palomeque, 2010) affirment que le vice-roi Toledo avait ordonné la *reducción* des peuples Chichas de Charcas, entre 1572 et 1574. En tant

qu'« Indiens originaires »², il leur avait assigné des terres tout autour de trois villages indiens : Calcha, Cotagaita et Talina. Ces historiens expliquent aussi que les Chichas de la Puna de Jujuy (dans l'actuelle Argentine) ont accepté d'être *réduits* à Talina, tout en conservant leurs droits sur leurs terres d'origine. Cependant, après la fondation de la ville de San Salvador de Jujuy en 1593, ces mêmes terres, reconnues aux Indiens par l'Audiencia de Charcas, ont pourtant fait l'objet de concessions partielles au profit des Espagnols, accordées par le Gouverneur de Tucumán.

Par ailleurs, dans la Puna de Jujuy, il y a eu aussi les populations de Casabindo et Cochinoca, dont les habitants ont été *réduits* plus tard par les autorités de Tucumán, comme des « Indiens originaires » (*indios originarios*), tout en leur attribuant des terres avec l'obligation de verser le tribut³ à Pablo Bernárdez de Ovando, résident et grand exploitant de la région (Madrazo, 1982).

Un an après avoir reçu cette *encomienda* (attribution de main d'œuvre indienne tributaire), en 1655, Bernárdez de Ovando a demandé la concession des terres voisines, comprenant une partie des terres des *reducciones* des Indiens, bien que le texte de la concession soulignât que les terres assignées aux Indiens devaient être respectées (Madrazo, 1982 ; Albeck y Palomeque, 2009).

Finalement, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, dans la Puna de Jujuy, seuls les indiens de Cochinoca et de Casabindo (37% du total), étaient considérés comme « originaires » et titulaires des droits sur leurs terres (Palomeque, 1994 ; Gil Montero, 2004), par contre la grande majorité des indiens étaient devenus des *forasteros* (populations allogènes) payant le tribut à la Couronne et versant également un droit ou « loyer » (en argent et en travail) aux propriétaires Espagnols et créoles de la terre où ils vivaient.

4. La propriété indienne face à la République

L'établissement progressif du régime républicain, durant et après les guerres indépendantistes, a entraîné l'abolition du tribut indien (1811) et de l'*encomienda* ; celle-ci a été explicitement supprimée par l'Assemblée de 1813. Pour ce qui concerne la propriété des terres communales indiennes il n'a rien été décidé jusqu'à la fin des guerres, c'est-à-dire jusqu'au moment où le Haut-Pérou s'est constitué en république autonome (devenant la Bolivie, en 1825).

² En principe, on peut dire que les « Indiens originaires » étaient ceux qui étaient restés dans leur unité domestique ethnique (*ayllus* et qui, par conséquent, avaient des droits sur la terre octroyée au moment de leur « réduction » par les Espagnols. Par contre, on considérait comme « Indiens forasteros » (populations allogènes) ceux qui avaient quitté leur *ayllu* d'origine.

³ Le tribut était l'impôt que devaient payer les Indiens au roi, ou à certains particuliers « encomenderos ».

Aussi bien en Argentine qu'en Bolivie, la république a été fondée sur la volonté de démembrer les communautés indiennes et de ne plus reconnaître que la propriété individuelle. Dans les faits, il fallait décider du sort réservé aux membres des communautés : tantôt il était proposé la division des terres en petit lots attribués aux Indiens, tantôt il était décidé que l'ensemble des terres communales reviendrait à l'État, qui les vendrait ensuite aux enchères. Il faut indiquer que le problème ne se posait pas avec la même vigueur en Bolivie qu'en Argentine (sauf dans certaines régions, dans le Nord-ouest). S'il n'y avait pas en Argentine de nombreuses communautés indiennes disposant des droits sur la terre, en Bolivie à peu près la moitié des terres appartenait aux communautés indiennes (Dalence, 1975 [1851], Klein, 1991).

Dans le cas de la Bolivie, malgré l'existence de lois de désamortisation censées avoir eu une portée nationale, toutes les études soulignent qu'il faut aborder ce sujet à partir d'une perspective régionale ou locale. En effet, la réussite des mesures prises a très souvent dépendu des intérêts des *criollos* et de la résistance de chaque groupe ethnique, ce qui a abouti à des résultats dissemblables (Grieshaber ; 1980, Langer, 1988 ; Klein ; 1991, Teruel, 2007 ; Demélas ; 2003).

Dans l'Argentine du XIXe siècle, il n'y a pas eu de législation nationale ou générale sur les terres des communautés. La réglementation de la propriété des terres communales a été réservée à chacune des provinces. Le problème s'est donc posé différemment selon les régions, le cas de la Pampa se présentait tout autrement que ceux des provinces andines, qui conservaient une population indienne à laquelle la couronne espagnole avait reconnu, pendant la période coloniale, l'accès collectif à la terre (Teruel et Fandos, 2009a).

D'autre part, dans la région des Hautes-terres, à la frontière entre les deux nouveaux États, les terres en question n'étaient pas susceptibles d'une exploitation productive commerciale à grande échelle, destinée au marché mondial ; on y trouvait des communautés indiennes et de grandes fermes d'élevage et agricoles qui produisaient pour satisfaire à la fois les nécessités d'autosuffisance, les centres urbains et, surtout, les campements de mineurs autour des exploitations minières. En tout cas, la main d'œuvre disponible était l'enjeu de disputes et de convoitises entre les employeurs potentiels.

Les premières lois de désamortisation

Une brève référence aux lois qui avaient pour objet mettre fin à la propriété collective indienne, met en évidence les *vaivenes* (balancements) des élites et gouvernements face aux problèmes posés au moment de décider la sorte des communautés indiennes. Il fallait se prononcer non seulement sur la nature des droits des communautés durant la période coloniale espagnole (propriété pleine, propriété utile ou simple usufruit), mais aussi sur la convenance de renforcer la structure foncière des grandes exploitations (en expropriant les Indiens) ou, au contraire, de développer la

petite propriété des producteurs paysans. D'autre part - et surtout en Bolivie où il y avait des nombreuses communautés disposant des distincts droits coloniaux sur la terre -, il fallait compter avec la résistance active des Indiens en vue d'empêcher les entreprises de désamortisation.

La première législation avait refusé l'expropriation absolue des terres indiennes. Si le décret signé par le *libertador* Simón Bolívar à Trujillo (le 8 avril 1824), avait décidé une première *desamortización* en Bolivie, il établissait en même temps que les terres des communautés devaient être partagées entre les Indiens en tant que de propriétaires absolus. En Argentine, un an plus tard le gouverneur de Salta autorisait le Lieutenant-gouverneur de Jujuy à prendre la même décision. Une telle décision est pourtant restée lettre morte.

Dans les années 1830, les avis avaient changé. En Bolivie le maréchal Santa Cruz reprenait les critères de la période coloniale espagnole et réintroduisait le tribut imposé aux Indiens, tout en leur accordant l'usufruit des terres, sous un régime collectif. Et ceci, d'autant plus que le Code civil approuvé (en 1831) avait reconnu la propriété communale. Il faut dire que le tribut était le gisement fiscal par excellence du nouvel état, avec une population essentiellement indienne.

En Argentine, le tribut anciennement imposé aux Indiens n'a pas été repris, mais au Nord du pays l'abolition de *l'encomienda* par la législation républicaine n'a donné lieu à aucune décision relative aux anciennes terres communautaires des Indiens qui avaient été réduits à Casabindo et Cochino. De plus, la famille qui avait été titulaire de cette *encomienda* imposa un loyer aux Indiens en dehors de tout cadre réglementaire.

Ce qui veut dire que les premières mesures destinées à mettre fin à la propriété collective n'ont pas été appliquées dans la Puna de Jujuy, où il ne restait apparemment plus de groupes indiens disposant de terres. En revanche, elles ont concerné les Indiens d'une autre région de Jujuy : la Quebrada de Humahuaca. Dans la mesure où il s'agit d'un précédent direct de la doctrine qui allait être par la suite appliquée dans la Puna, il convient d'évoquer ici les caractéristiques de ces mesures. Nous nous référons ici à la loi d'emphytéose de 1839 qui considérait les terres des Indiens comme étant une propriété publique, selon le principe dit de « réversion ». D'après ce principe, la République était l'héritière du droit de propriété sur ces terres, auparavant exercé par le Roi d'Espagne. Concrètement, la loi disposait que les Indiens auraient la « propriété utile » des terres qu'ils occupaient naguère, contre le paiement au fisc d'un loyer égal à 3% de leur valeur (Madrazo, 1990 ; Congost, 2011 ; Fandos et Teruel, 2012). Cette survivance des catégories de « propriété utile » et de « propriété éminente » a duré jusqu'à la fin du XIX siècle, bien que la transition vers la propriété pleine ou totale ait commencé à s'opérer dès 1860.

En 1843, en Bolivie, le président Ballivian, a ordonné de considérer les terres occupées par les Indiens comme étant une propriété d'État, puisque ces Indiens étaient des sortes d'emphytéotes qui payaient un droit au titulaire du *dominiun* direct, contre l'usufruit des terres (Antezana, 2006). Mais le processus de *desamortización* n'y a vraiment commencé qu'avec les décrets de 1866 et 1868 du président Melgarejo, qui autorisaient la vente des terres des communautés, ceci à des fins fiscale au profit de l'État. Cette première vague de ventes massives a surtout touché les terres se situant autour du lac Titicaca, mais elle n'a pas eu de conséquences au sud de Potosí, une région plus marginale. Par ailleurs, la résistance des communautés et l'opposition des adversaires politiques de Melgarejo ont mis fin à son gouvernement. Plus tard, la Convention de 1871 a fini par décréter que toutes les terres des communautés, vendues aux enchères sous Melgarejo, devaient revenir aux Indiens.

Puis, à nouveau, la désamortisation y a été décidée par les lois de 1874 et de 1880⁴ qui ont stipulé le partage de toutes les terres collectives, après l'estimation de leur surface confiée à une Inspection (*revisita*). Nous voudrions souligner quelques points importants dans cette désamortisation, qu'il faut également évoquer au moment de faire une comparaison avec ce qui est arrivé sur les terres frontalières, du côté de l'Argentine :

— En Bolivie avait triomphé la thèse qui affirmait que les Indiens étaient propriétaires pendant la période coloniale espagnole, contre ceux qui préconisaient de les exproprier et de les transformer en *colonos*.

— Les lois n'ont pas fait de différence entre les catégories d'« Indiens originaires » et de *forasteros* pour partager les parcelles des terres.

— Il faut remarquer que la loi de 1874 considérait la possibilité de réserver aux usages communautaires les pâtures, les abreuvoirs et les forêts. Mais elle considérait également que la terre agricole non occupée d'une manière effective (probablement celle qui était maintenue en jachère par le système de rotation ou pour la réaffectation des familles) était déclarée comme terrain vague, et expropriée. Ces terrains pouvaient être mis en location, en attendant leur vente publique, le produit étant destiné au service de la dette intérieure.

— Pour accéder à un titre de propriété, les Indiens ayant des terres devaient payer une somme équivalant au versement du tribut, pour une durée variant, selon les cas, entre une et dix années.

Après ces lois, le sort des communautés a été très variable selon les régions, en fonction de l'intérêt porté par d'autres propriétaires à l'acquisition de terres, ou en raison

⁴ Archivo y Biblioteca Nacionales de Bolivia. Anuario Administrativo 1874. Ley del 5 de octubre de 1874. pp. 187-191. Anuario de Leyes y Supremas Disposiciones, 1880. Ley del 1 de octubre de 1880, p. 164

de la proximité des grandes villes (La Paz, Sucre), ou encore en fonction de la richesse, de la pauvreté et de la cohésion interne de chaque communauté. Toutefois, résistance et conflits se sont poursuivis, jusqu'à la Guerre Fédérale de 1899, au cours de laquelle les élites libérales ont obtenu l'appui des Indiens du Haut-plateau pour accomplir un coup d'état, avec la promesse — ultérieurement abandonnée —, de leur rendre la terre.

D'autre part, en réponse aux conflits et aux difficultés, la législation a produit des arguments légaux dont les communautés ont pu par la suite se servir. Une loi de 1881 avait autorisé l'existence de titres de propriété par indivision, ce qui signifiait que les membres des communautés pouvaient acquérir leurs titres sans être soumis à la division individuelle de la terre (Irurozqui, 1993). Plus tard, en 1883, une nouvelle loi a établi l'exclusion des terres des communautés ayant des titres de *composición*, des opérations d'inspection (*revisita*). Et ceci, dans l'idée que ces titres étaient l'équivalent du droit de propriété⁵ (Antezana, 1996). La loi de novembre 1883 a introduit un écart pour la défense de l'intégrité des terres communales, parce qu'elle stipulait que dans les cas où la communauté pouvait montrer ses titres de propriété obtenus par *composición*, les fonctionnaires chargés de la *desamortización* devaient se limiter à enregistrer et à délimiter la propriété dans sa totalité, sans la partager.

Plus loin nous verrons l'importance de cette loi dans le Sud Chichas. Les indigènes ont fait de cet instrument légal une arme de lutte, en se servant des droits acquis pendant la période espagnole, en cherchant des titres dans les archives coloniales du continent et même à Séville (*Archivos de Indias*). C'est le mouvement des « caciques fondés de pouvoir » (*caciques apoderados*), qui s'est étendu à partir de 1910.

Que se passait-il à ce moment-là dans la Puna ?

A cette époque, la Puna présentait le niveau de concentration de la propriété le plus élevé de toute la province de Jujuy. Le domaine principal appartenait à la famille Campero, héritière de Bernárdez de Ovando et des marquis de Tojo. Le marquisat avait constitué le plus important pouvoir territorial de la région. Ses terres se retrouvaient en Bolivie (Tarija) et en Argentine, dans la Puna et sur sa bordure piémontaise.

Outre l'ancien marquisat, la région comptait quinze autres grands domaines supplémentaires. Sur la base de l'étude de la situation coloniale réalisée par Albeck et Palomeque (2009) et de nos propres recherches sur le XIXe siècle (Teruel, 2006), nous sommes aujourd'hui en mesure d'affirmer que parmi les seize latifundia recensés par le cadastre de 1872 dans la Puna, neuf avaient pour origine des concessions de terres accordées à des Espagnols au XVIe et au XVIIe siècle. Et ceci, sur des terres

⁵ La *composición* a été, dès la fin du XVIe siècle, une procédure de reconnaissance de possession de terres, introduite par la couronne espagnole — avec des objectifs fiscaux —, et grâce à laquelle les Espagnols (et les Indiens) pouvaient légitimer la propriété des terres occupées.

initialement assignées aux Indiens Chichas, aux Indiens Casabindos et aux Indiens Cochinocas.

Un monde de locataires indiens vivait au sein de ces exploitations agricoles et d'élevage. Ce régime supposait le paiement du droit de pâturage ou, dans les cas où il était pratiqué, de fermage. Mais il s'appuyait aussi sur l'« obligation de service personnel », c'est-à-dire, l'utilisation de la main d'œuvre indienne au service du propriétaire, entre quinze et trente jours annuels. Ce système de servage ou de semi-servage était commun dans tout le milieu rural provincial. Toutefois, il avait adopté un tour particulièrement oppressif dans la Puna. Bien que supprimé expressément par l'Assemblée de 1813, puis par deux décrets provinciaux ultérieurs, les propriétaires ont continué néanmoins à le pratiquer jusqu'au début du XXe siècle.

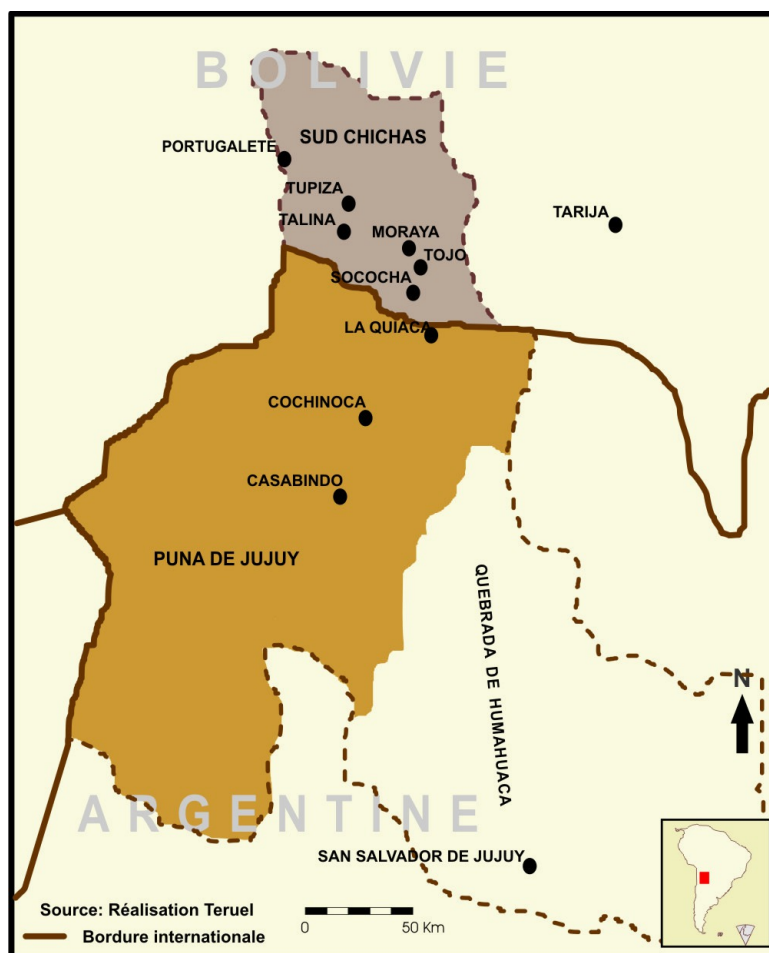
En 1872, les locataires ont présenté au Gouverneur Pedro Portal une réclamation contestant la légitimité des titres de propriété de Fernando Campero, héritier de Bernárdez de Ovando et des marquis de Tojo, sur Cochinoca et Casabindo. Le gouvernement de la province, considérant que l'attribution de *l'encomienda* pendant la période coloniale espagnole ne donnait lieu à aucun titre de propriété territoriale, a déclaré que les terres appartenaient au domaine public.

Puis, la rébellion contre les propriétaires s'est étendue sur toute la Puna, devenant plus violente à partir de 1874, quand le nouveau Gouverneur de la province, José María Álvarez Prado, a décidé de restituer les titres de propriété à Campero. Les Indiens de la Puna ont été vaincus en 1875 lors de la bataille de Quera. Mais la question de la propriété des terres avait été transférée à la Cour Suprême nationale, qui déclara, en 1877, que les terres étaient la propriété de l'État provincial de Jujuy (Madrado, 1982 ; Rutledge, 1987 ; Piel, 1989 ; Paz, 1991).

La thèse, selon laquelle les terres concédées pendant la période espagnole étant la propriété éminente de la couronne, elles devaient devenir propriété de la province, par droit de réversion, dès l'Émancipation, avait déjà été appliquée en 1839, lorsque le gouvernement provincial adopta la loi d'emphytéose à propos de la Quebrada de Humahuaca.

L'expropriation a donné lieu à un débat entre les législateurs de la province quant au devenir des terres. Fallait-il accorder à leurs occupants des facilités leur permettant de les acquérir ? Ou fallait-il garder les terres comme des biens publics, afin que leur loyer alimentât le budget de la province ? Ou encore, fallait-il les mettre aux enchères et les vendre au plus offrant ? C'est bien cette dernière proposition qui s'est imposée, avec la loi de 1891, qui disposait que les paysans n'étaient prioritaires qu'en cas d'égalité dans le montant de l'offre enchérie. Au début quelques habitants — des anciens locataires ou des fonctionnaires — ont participé aux ventes publiques. Mais dès 1905

environ, les acquisitions spéculatives ont prédominé, effectuées par des investisseurs de Buenos Aires, voire d'origine étrangère.



Carte de localisation des sites d'étude

5. La propriété vers 1900-1910.

A. En Argentine : dans la Puna de Jujuy

La défaite de la rébellion de la Puna n'a pas arrêté les réclamations des locataires. Même si au cours de la décennie de 1880, le Gouverneur Eugenio Tello, voulant en finir avec les conditions de servage dans les grandes exploitations, a essayé de vendre celles-ci à leurs locataires (Teruel et Bovi, 2009b). La structure agraire de la région a pu ainsi connaître quelques transformations, grâce à l'accès d'un groupe limité de paysans d'origine indienne à la propriété de la terre. Ceci a entraîné la fragmentation d'une partie

des latifundia et l'entrée de ces terres dans un marché foncier suprarégional, stimulé d'ailleurs par l'arrivée du chemin de fer (1908).

Toutefois, ce dynamisme n'a pas eu de conséquences démographiques immédiates, au contraire, la population est demeurée aux alentours de 12.000 habitants, entre 1869 et 1914. La ville la plus importante de la Puna, La Quiaca, centre commercial, administratif et gare terminal du chemin de fer, avait 700 habitants en 1914⁶.

La Puna gardait les traits d'une société essentiellement rurale et composée de locataires, comme le démontre l'analyse du recensement des exploitations agricoles de 1914. Celui-ci, à la différence des cadastres — relatifs à la propriété de la terre —, prenait en compte toutes les unités de production, qu'elles soient exploitées par des propriétaires ou par des locataires. Le grand nombre de locataires apparaît évident si nous comparons le chiffre du cadastre de 1910 (385 propriétés)⁷ et celui des exploitations recensées en 1914 (2 382).

Tableau 1. Recensement des exploitations agricoles et d'élevage de la Puna, 1914

Niveaux, par ha	Quantité d'EA*			% EA*	Superficie	% Sup.
	Parcelles	Fermes	Total			
0 – 25	260	0	260	10,92	4 172	0,43
26-50	326	0	326	13,69	12 508	1,29
51-100	520	0	520	21,83	41 314	4,26
101-500	562	310	872	36,61	206 748	21,30
501-1000	0	150	150	6,30	101 809	10,49
1001 – 5000	0	252	252	10,58	481 806	49,63
5001-10000	0	0	0	0,00	0	0,00
10001-25000	0	1	1	0,04	22 500	2,32
25001 y +	0	1	1	0,04	100 000	10,30
Total	1 668	714	2 382	100	970 857	100

Source: Tercer Censo Nacional, 1 de junio de 1914. T.V.

*Explotaciones Agropecuarias (*exploitations agricoles et d'élevage*)

Nous nous trouvons en présence d'une quantité considérable d'exploitations agricoles d'une superficie comprise entre 1 001 et 5 000 ha, occupant au total la moitié de la surface exploitée et représentant 11% des unités. Mais la plus grande partie des exploitations (près de 37%) avaient une superficie comprise entre 101 et 500 ha, recouvrant un peu plus de 21% de la superficie exploitée.

Ces dimensions correspondent aux caractéristiques écologiques de la Puna et à celles de sa principale activité : le pâturage itinérant du petit bétail. Selon Reboratti

⁶ Tercer Censo Nacional. Levantado el 1 de julio de 1914. Buenos Aires. Talleres Gráficos de L. J. de Rosso y Cia.

⁷ Archivo Histórico de Jujuy. Catastro Territorial de la Provincia de Jujuy de 1910.

(1994), 75% de la Puna argentine dispose d'une capacité ne lui permettant de nourrir qu'un seul mouton pour 6 ha. Dans la partie Nord-est, qui connaît des précipitations plus importantes et bénéficie des meilleurs pâturages, le chiffre peut atteindre entre un et deux hectares par animal.

La moyenne des bergeries comptait 150 moutons, élevés généralement avec des caprins et des lamas. Ce type d'exploitation à lui seul ne suffisait pas à la subsistance du groupe familial. C'est pourquoi l'élevage était complété par d'autres activités : l'agriculture — là où le sol le permettait —, le tissage, l'extraction de sel et l'exploitation de l'or alluvial, le troc et l'emploi temporaire. Au-dessous du groupe des exploitants ayant une superficie comprise entre 101 et 500 ha, que l'on peut considérer comme relevant de la paysannerie moyenne — compte tenu du contexte général de richesse réduite —, se situaient les 46% restants des producteurs, privés d'accès à une quantité suffisante de terres.

Le recensement agricole de 1914, analysé au regard du cadastre des propriétés, met ainsi en évidence une société de paysans pauvres ou très pauvres, locataires de petites unités, et un petit noyau de grandes exploitations occupant plus de la moitié de la terre exploitée. Ce dernier groupe comprenait non seulement des propriétaires, mais également des locataires relativement aisés, et dans un cas comme dans l'autre, il incorporait quelques Indiens ayant connu une promotion sociale et économique.

B. En Bolivie : Sud Chichas

La province bolivienne du Sud Chichas⁸, à la frontière avec l'Argentine, avait sa principale richesse dans l'industrie minière, concentrée dans le canton de Portugalete, où la famille Aramayo exploitait des mines argent et d'étain. Contrairement à la Puna, le Sud Chichas disposait de conditions écologiques plus favorables à l'agriculture, à la fois pour l'autosubsistance et pour fournir les centres miniers et les villes proches, comme Tupiza (centre commercial, administratif et des affaires minières).

Au début du XXe siècle, le Sud Chichas avait 37 772 habitants, 49% étant recensés comme indigènes⁹. Cette population était trois fois plus grande que celle de la Puna, bien que sa superficie territoriale fût presque moitié moins grande¹⁰. Les cantons de Moraya (avec le vice-canton de Sococha) et de Talina, les plus proches de la frontière argentine, concentraient les *ayllus* (communautés indiennes, avec des liens de parenté et possédant des terres).

⁸ Aujourd'hui divisé en deux provinces: Sud Chichas et Modesto Omiste.

⁹ *Censo General de la Población de la República de Bolivia. Según el empadronamiento de 1 de septiembre de 1900. T.I. Resultados generales.* 2da. Edición. Cochabamba, Edit. Canelas S.A, 1973.

¹⁰ La superficie de Sud Chichas, selon le recensement de l'année 1900, était de 10 776 km², tandis que celle de la Puna de Jujuy (avec les districts de Yavi, Rinconada, Casabindo et Cochino) était de 26 615 km².

Jusqu'en 1901, les lois de *desamortización* n'y ont pas été mises en pratique, et quand il a été question de le faire, les indigènes ont fait appel à la loi de 1883 qui reconnaissait l'acquisition coloniale par *composición* comme titre de pleine propriété. Ainsi, le fonctionnaire s'est limité à former un cadastre en signalant seulement le secteur du terrain qui appartenait à chaque indigène, sans toucher les autres terres d'utilisation commune, ou celles de pâturage. Le tableau suivant montre la situation avant et après la *desamortización*.

Tableau 2. Nombre d'indigènes tributaires propriétaires des terres d'origine, en 1877, et nombre de propriétaires indigènes après la *revisita* de 1901, au Sud Chichas

Canton	Indigènes de communauté avec terres 1877	Propriétaires indigènes 1901	Superficie des terres cultivées 1901 (sans considérer les terres de pâturage)
Tupiza	391	444	290 ha
Moraya	1 133	1 167	342 ha
Talina	1 066	1 232	492 ha
Portugalete	245	261	48 ha
Total	2 835	3 104	1 173 ha

Sources: Archivo Nacional de Bolivia. Padrones de revisitas para el pago de la contribución territorial. (Rv 485) Matricula general de la revisita practicada en la provincia de Sud Chichas. 1871. (RV 489) Matricula general de contribuyentes de la provincia de Sud Chichas practicada por la Comisión Revisadora de 1901-1902.

D'autre part, l'analyse des transformations des terres communales offre un panorama seulement partiel si nous ne considérons pas le reste de la structure agricole, c'est à dire les caractéristiques des propriétés privées (qui n'étaient pas d'origine indienne) relevées par le premier cadastre rural de 1909.

Tableau 3. Nombre de propriétés privées selon le cadastre de 1909, nombre de propriétaires indigènes relevés en 1901, et population en 1900, au Sud Chichas

Cantons	Propriétés privées 1909	Superficie propriété privée en ha	Colons	Propriétaires indigènes (ex terres de communauté) 1901	Population 1900
Livi-Livi	163	1 539	87	0	4 105
%	13,6	1,2	3,3	0,0	10,9
Tupiza	607	84 786	1 273	444	10 683
%	50,8	65,2	48,7	14,3	28,3
Talina	140	4 183	88	1 232	8 232
%	11,7	3,2	3,4	39,7	21,8
Esmoraca	73	9 789	90	0	2 347
%	6,1	7,5	3,4	0,0	6,2
Moraya	212	29 670	1 074	1 167	8 615
%	17,7	22,8	41,4	37,6	22,8
Portugalete	-	-	-	261	3 790
%	-	-	-	8,4	10,0
Total	1 195	129 963	2 612	3 104	37 772
%	100	100	100	100	100

Sources: Archivo Nacional de Bolivia. (RV 489) Matricula general de contribuyentes de la provincia de Sud Chichas practicada por la Comisión Revisadora de 1901-1902. Libros de catastros rústicos. Provincia de Sud Chichas (Pot. 13) Registro de fincas. 1909. Censo General de la Población de la República de Bolivia, 1900.

En comparant ces données, ce qui attire l'attention c'est la suprématie numérique du nombre total de propriétaires indigènes de parcelles auparavant communales (3 104) face au total de propriétés privées enregistrées par ailleurs quelques années plus tard (1 195). Les cas extrêmes de cette situation sont les cantons de Talina et Moraya, où, à côté d'un nombre réduit de propriétés privées l'on trouve une écrasante majorité de propriétaires indigènes de parcelles d'origine communale. Malheureusement il est impossible de faire une comparaison correcte en termes de surface contrôlée par la propriété privée et par la propriété « originaire », puisque en 1901 n'ont été enregistrées que les parcelles individuelles (392 ha en Moraya et 492 ha en Talina), en excluant les terres d'utilisation commune, sauf à Portugalete, où il y avait 45 000 ha de pâturage commun (mais il nous manquent les données des propriétés privées dans le registre de 1909).

Une autre caractéristique à souligner c'est la quantité de colons résidants dans des propriétés privées. Pour l'ensemble de la région nous pouvons dire que son nombre approchait celui des indigènes propriétaires des terres d'origine, spécialement à Moraya,

tandis que dans le canton de Tupiza le nombre de colons était pratiquement trois fois supérieur à celui des propriétaires issus des opérations de 1901.

Selon les cas analysés ici, nous avons deux situations opposées. D'abord celle de Moraya, où la Communauté de Sococha a pu apparemment maintenir l'intégrité de ses terres après la *revisita* de 1901, et par conséquent la présence de plus de 1 000 colons qui habitaient l'hacienda de Mojo, ne peut être imputée aux opérations de *desamortización*. Evidemment, les causes doivent en être recherchées dans des processus antérieurs. Le travail reste donc à faire. D'autre part, le cas du canton Tupiza où, avant la *revisita* de 1901, il y avait un *ayllu* d'Indiens originaires (mais la plupart d'Indiens résidant dans les villages et les haciendas n'avaient pas de terres). Dans ce cas, l'activité minière d'Oploca, la propriété la plus importante — où habitaient 50% des colons —, peut fournir une partie de l'explication. Sans doute, les activités de la ville capitale de province, la faiblesse des *ayllus* et la plus grande présence des haciendas, sont également des facteurs à prendre en considération. Mais tout comme dans le cas de Moraya, on ne peut pas attribuer ce phénomène seulement aux conséquences de la *desamortización*.

En résumé, au début du XXe siècle, la structure agricole du Sud Chichas s'est caractérisée par la prédominance de petites propriétés (87%) qui n'étaient pas « d'origine ». Elles coexistaient avec des propriétés moyennes et quelques haciendas de plus de 1 000 hectares, qui monopolisaient 85% de la surface cadastrale. Mais il y avait aussi un nombre trois fois plus grand de parcelles d'indigènes avec des terres d'origine, qui conservaient apparemment l'accès à d'autres terres communales.

Ceci invite à repenser une hypothèse trop rapidement admise dans l'historiographie qui considère que la perte des terres subie pendant la *desamortización* a obligé les Indiens des communautés à émigrer vers des haciendas en condition de colons, ou à émigrer vers des centres urbains. Sans dénier toutefois la validité de cette hypothèse, nous proposons d'y introduire quelques nuances. Le cas du Sud Chichas démontre que ce processus avait vraisemblablement démarré auparavant.

6. En guise de conclusion

Les cas étudiés des deux côtés de la frontière d'Argentine et de Bolivie, offrent une nouvelle perspective sur les transformations de la propriété au XIXe siècle. Le phénomène de l'expropriation des propriétés collectives indiennes des Hautes-terres de Jujuy et de leur transformation en propriété publique, puis privée, est certainement mieux compris à la lumière des processus qui se sont déroulés durant la période coloniale, dans une région plus vaste que l'actuel territoire de la province argentine.

En ce qui concerne le processus de privatisation des terres indiennes au XIXe siècle, les deux cas étudiés ici présentent à la fois des points communs et des divergences. Dans les deux cas, ces terres commencent par être considérées comme une propriété de l'État, après l'avènement de la République. En Argentine (province de Jujuy), le gouvernement a soutenu la théorie de la propriété éminente de la Couronne et le transfert de ce droit à la province. En revanche, en Bolivie on a fini par soutenir la thèse opposée, et par reconnaître les droits de propriété des communautés et les titres de *composición* coloniaux.

En fait, il faut souligner que le XIXe siècle n'a fait qu'accentuer des caractéristiques qui prévalaient déjà au cours des siècles précédents. Depuis le XVIIe siècle, la plus grande partie des terres de la Puna était possédée par des particuliers (souvent grâce à des méthodes légalement contestables). A l'exception des titres de possession des Campero sur les terres communales de Cochino et Casabindo — l'usurpation la plus flagrante, dénoncée par les Indiens eux-mêmes —, il est clair que les gouvernements de l'époque ont préféré maintenir le *statu quo* au bénéfice des propriétaires. Ceux-ci appartenaient après tout à l'élite dirigeante locale.

Par la suite, la fragmentation des grandes propriétés, la vente des terres devenues publiques de Cochino et Casabindo, et l'accès de certains locataires à la propriété, n'ont pas modifié le déséquilibre entre le petit nombre de propriétaires et la masse de locataires. Ceux-ci avaient été expropriés de leurs terres communales au cours d'un long processus qui avait commencé durant la période espagnole, pour se consolider au XIXe siècle.

En ce qui concerne le Sud Chichas, les communautés ont survécu jusqu'en 1901, malgré les lois de *desamortización* de 1874 et de 1880. Il est vrai qu'à ce moment-là, ces communautés n'ont pu échapper à la volonté du gouvernement d'imposer la propriété privée, et l'enregistrement des parcelles à titre individuel. Cependant, grâce aux titres de *composición*, les communautés ont pu garder pour l'utilisation en commun, les pâtures, les abreuvoirs et les forêts.

Bibliographie

ALBECK, M. y PALOMEQUE, S. 2009. "Ocupación española de las tierras indígenas de la Puna y "Raya del Tucumán" durante el temprano período colonial", *Memoria Americana*, 17 (2), pp.173-212.

ANTEZANA SALVATIERRA, A. 1996. *Los liberales y el problema agrario en Bolivia (1899-1920)*. La Paz, Plural.

ANTEZANA, L. 2006. *La política agraria en la primera etapa nacional*. La Paz, Plural.

ASSADOURIAN, C. 2006 [2005]. "Agricultura y tenencia de la tierra antes y después de la conquista". *Población y Sociedad. Revista Regional de Estudios Sociales*. 12/13, pp. 3-56 [Traducción de l'auteur de l'article "Agriculture and Land Tenure in the Pre- and Post-Conquest", publié dans *The Cambridge Economic History of Latin America*].

CONGOST, R. 2006. "Leyes liberales, desarrollo económico y discursos históricos. El test de los propietarios prácticos", in Reguera, A. (coord.), *Los rostros de la modernidad*. Rosario, Prohistoria, pp. 25-44.

CONGOST, R. 2011. "De la región de Girona a la Quebrada de Humahuaca. Sobre el modo de afrontar el estudio de las leyes relativas a derechos de propiedad". In Wihelmi, M. Bringas, A. y Sala I Vila, N. (Eds.), *Movimientos indígenas y territorialidad en America Latina*. Girona, Documenta Universitaria, pp.11-34.

DALENCE, J. M. 1975. *Bosquejo Estadístico de Bolivia [1851]*. La Paz, Universidad Mayor de San Andrés.

DEMÉLAS, M. D. 2003. "Attaques et résistances. Les communautés indiennes en Bolivie au XIX^e siècle", in Demélas, M. D. et Vivier, N. (dir), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914). Europe occidentale et Amérique Latine*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp.303-322.

FANDOS, C. y TERUEL, A. 2012. "¿Cómo quitarles esas tierras en un día después de 200 años de posesión? Enfiteusis, legislación y práctica en la Quebrada de Humahuaca (Argentina)", *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 41 (2), pp.209-239.

GIL MONTERO, R. 2004. *Caravaneros y trashumantes en los Andes meridionales. Población y familia indígena en la puna de Jujuy, 1770-1870*. Lima, IEP.

GRIESHABER, E. 1980 "Survival of indian Communities in 19th Century Bolivia: a regional comparison", *Journal of Latin American Studies*, 12, 2, pp.223-269.

IRUROZQUI VICTORIANO, M. 1993. "Elites en litigio. La venta de tierras de comunidad en Bolivia, 1880-1899". *Documentos de Trabajo*, 54. Lima, IEP.

KLEIN, H. 1991. "La estructura de las haciendas a fines del siglo XIX en Bolivia: las provincias del norte del lago Titicaca", *Data, Revista del Instituto de Estudios Andinos y Amazónicos. Comunidades campesinas de los Andes en el siglo XIX*, 1, pp. 51-60.

LANGER, E. 1988 "El Liberalismo y la abolición de la comunidad indígena en el siglo XIX", *Historia y Cultura*, 14, pp. 59-95.

MADRAZO, G. 1982. *Hacienda y encomienda en los Andes. La puna argentina bajo el Marquesado de Tojo, siglos XVII a XIX*. Buenos Aires, Fondo Editorial.

MADRAZO, G. 1990. "El proceso enfiteutico y las tierras de indios en la Quebrada de Humahuaca (Provincia de Jujuy, República Argentina). Período Nacional", *Andes. Antropología e Historia*, 1, pp. 89-114.

PALOMEQUE, S. 1994. "Intercambios mercantiles y participación indígena en la puna de Jujuy a fines del período colonial", *Andes. Antropología e Historia*, 6, pp. 36-40.

PALOMEQUE, S. 2010. "Los chichas y las visitas toledanas. Las tierras de los chichas de Talina (1573-1595)", *Surandino Monográfico, segunda sección del Prohal Monográfico*, 1, 2, pp. 1-77.

PAZ, G. 1991. "Resistencia y rebelión campesina en la Puna de Jujuy, 1850-1875", *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana Dr. Emilio Ravignani*, 4, pp. 63-89.

PIEL, J. 1989. "Region et nation en Amérique Latine: le cas du « Norte » argentin (Tucumán, Salta y Jujuy) de 1778 à 1914", *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 18 (2), pp. 299-350.

PLATT, T. 1982. *Estado boliviano y ayllu andino*. Lima, IEP.

REBORATTI, C. 1994. *La Naturaleza y el Hombre en la Puna*. Salta, Proyecto GTZ.

RUTLEDGE, I. 1987. *Cambio agrario e integración. El desarrollo del capitalismo en Jujuy*. Tucumán, ECIRA-CICSO.

TERUEL, A. 2006. "Estructuras agrarias comparadas: la Puna argentina y el sur boliviano a comienzos del siglo XX". *Mundo Agrario* [en ligne], Vol. 6, N° 11, 2do semestre 2005. Disponible sur: <http://www.fahce.unlp.edu.ar/mundoagrario/>

TERUEL, A. 2008. "La desamortización de la propiedad comunal indígena: pervivencias y transformaciones en la estructura agraria de la provincia de Sud Chichas", *Anuario 2007*, Archivo y Biblioteca Nacionales de Bolivia, pp 639-680

TERUEL, A. y Fandos, C. 2009a. "Procesos de privatización y desarticulación de tierras indígenas en el Norte argentino (Jujuy, Salta y Tucumán)", *Revista Complutense de Historia de América*, 35, pp. 233-255.

TERUEL, A. y BOVI, M. 2009b, "Aportes al estudio de la conformación de la propiedad moderna en Argentina. Ni "feudal" ni "comunista": El caso de la provincia de Jujuy", in Heinz, F. (org), *Experiências nacionais, temas transversais: subsídios para uma história comparada da América Latina*. São Leopoldo, Oikos, pp.217-251.